

La belle de Guinée est-elle menacée ?

► COMMERCIALISATION

Patrick Delmas, chargé de mission « politiques agricoles » pour l'Afdi Afrique de l'Ouest afdi_ao@yahoo.fr avec la rédaction gds@inter-reseaux.org

LA BELLE DE GUINÉE¹, produit d'une longue bataille menée par les producteurs guinéens pour développer une production nationale de pommes de terre et se substituer aux importations, vient de se voir frappée d'interdit d'exportation². D'un blocage des importations salvateur à une interdiction d'exportation funeste, l'État guinéen souffle le chaud et le froid.

AVANT 1990, la production guinéenne de pomme de terre était insignifiante. Les semences locales réutilisées d'année en année apportaient des tubercules de qualité médiocre. Entre 150 et 200 t de pommes de terre étaient commercialisables de février à juin, avec un pic durant les deux mois d'avril et mai, aucun moyen de stockage efficace n'existant. Pendant ces deux mois le marché national était saturé. La consommation nationale était essentiellement satisfaite par des importations régulières, d'un volume d'environ 1 000 t/an. Produit de luxe dont le prix de détail était toujours élevé, la pomme de terre guinéenne était peu consommée [1].

Le tournant est pris au début des années 90. En 1992, la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) obtient le blocage des importations de pomme de terre pendant la période de commercialisation de la production locale, de février à juin. Cette mesure, obtenue de haute lutte, sera maintenue jusqu'en 1998. Le marché national protégé, la filière va pouvoir se développer. La production guinéenne, qui était de 1 800 t en 1996, est passée à 5 000 t en 2002. Jusque tout récem-

ment elle continuait d'augmenter régulièrement.

Le blocage des importations de pommes de terre en Guinée est un bel exemple de mesure de politique agricole ayant permis le développement des productions locales. Il est connu comme tel, la FPFD est même venue le présenter à l'Assemblée nationale française en décembre 2006 lors d'un débat sur les APE. Pour autant, on ne doit pas oublier que cette « bataille » pour la filière pomme de terre du Fouta Djallon a été gagnée grâce à la mobilisation, l'inventivité et la ténacité de producteurs et de leurs organisations.

L'amélioration de la qualité et l'augmentation de la production se sont d'abord appuyées sur la fourniture aux producteurs de semences améliorées et importées. En l'absence d'offre locale, l'Union des groupements de Timbi Madina, puis la FPFD, se sont chargées de l'approvisionnement des producteurs. Ces semences étaient fournies à crédit, dont le remboursement permit la constitution du fonds de roulement appartenant à la Fédération. Géré avec rigueur, ce fonds augmentant régulièrement a constitué la force économique de cette dernière. Autour de l'approvisionnement en semences, la FPFD a organisé l'ensemble des services d'appui à la production (crédit, conseil technique et commercialisation),

faisant preuve d'une grande capacité de coordination de la filière.

Ce contrôle de la production, renforcé par la réalisation d'infrastructures de stockage, a permis à la Fédération de jouer un rôle majeur dans la coordination entre les acteurs intervenant dans la commercialisation. La FPFD s'est ainsi alliée avec les commerçants locaux acceptant d'une part de se spécialiser dans la pomme de terre et d'autre part de négocier et de respecter ses règles (en particulier la fixation d'un prix d'achat au producteur et la négociation de marges). Son objectif était d'offrir un prix de vente au détail favorisant l'augmentation de la consommation.

Des paysans innovants. L'étalement de la production a joué un grand rôle dans la victoire sur les importations. En effet, tant que celle-ci se limitait à 5 mois, de février à juin, il était toujours nécessaire d'importer des pommes de terre pendant le reste de l'année. Le développement de la production de saison sèche (février à juin) a mis sur le marché les « écarts de triage », pommes de terre de petit calibre issues de semences sélectionnées, qui convenaient parfaitement comme semences dès le début de la saison des pluies. Ces « écarts de triage » ont rapidement vu leur prix augmenter et même dépasser la pomme de terre de consommation. L'utilisation de ces « nouvelles » semences entraîna rapidement une production de saison des pluies de qualité qui couvrit les besoins du marché. D'autres paysans firent sortir la pomme de terre des bas-fonds pour la planter sur les terres argileuses de plateaux couvrant des centaines d'hectares autour de Timbi Madina. Dans ce pays montagneux, le plateau de Timbi Madina a longtemps suscité l'attention des autorités tant à l'époque coloniale qu'après l'indépendance. Mais toutes les tentatives avaient échoué et seul le fonio poussait sur ces terres s'appauvrissant rapidement et

1. Nom déposé pour la pomme de terre du Fouta Djallon.

2. Cf. arrêté conjoint signé par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts, celui du Commerce, de l'Industrie et des PME et leur homologue de la Pêche et de l'Aquaculture du 25 janvier 2007 interdisant « sur toute l'étendue du territoire national l'exportation et la réexportation de tout produit agricole entrant dans l'alimentation de base des populations guinéennes (céréales, tubercules, oléagineux), des produits forestiers (grumes, bois, madriers), de l'élevage (bovin, ovin, caprin, porcin) et halieutique (poisson) ainsi que des produits pétroliers ».

[1] La pomme de terre en Guinée

SIL'INTRODUCTION de la pomme de terre est ancienne au Fouta Djallon, cette culture restera longtemps cantonnée dans les fermes d'État qui occupent bon nombre des bas-fonds irrigables. Après 1984, plusieurs projets proposent la pomme de terre comme culture locomotrice pour la mise en valeur des bas-fonds rendus à des producteurs qui commencent à s'organiser. ■

❶ difficiles à travailler. Quelques paysans essayèrent la pomme de terre, avec une bonne fertilisation tant organique que minérale, et en calant le cycle en fin de saison des pluies – début de saison sèche. La pomme de terre démarrait son cycle avec les pluies et le finissait sur les réserves en eau du sol. Les résultats furent concluants. Une troisième période de production de la pomme de terre, commercialisée entre octobre et décembre complétait le calendrier et permettait de se passer complètement des importations.

Les mesures de protection douanière et d'interdiction des importations furent levées en 1998. Protégée au plan politique par le blocage des importations, la « Belle de Guinée » avait remplacé la pomme de terre d'importation grâce à l'amélioration de la production à tous niveaux (quantité, qualité, productivité), l'organisation d'une filière nationale, la qualité et l'engagement des responsables et des techniciens de la FPPD et grâce aux capacités d'innovation des paysans.

Pour autant la pomme de terre est demeurée un produit secondaire dans le panier de la ménagère guinéenne. Et depuis la fin janvier 2007, l'heureux conte de la belle de Guinée a pris un ton plus morose...

Une interdiction populaire... Face à la dépréciation du Franc guinéen et à la baisse drastique du pouvoir d'achat des Guinéens, les marchés des pays voisins sont devenus de plus en plus attractifs tant pour les producteurs que pour les commerçants. En janvier 2007, compte tenu des énormes difficultés d'approvisionnement que rencontrent les populations, notamment urbaines, les syndicats et la société civile demandent et obtiennent l'interdiction des exportations de tous les produits agricoles jusqu'en... décembre 2007. Cette mesure est saluée unanimement par la presse guinéenne. Une presse qui dénonce fortement les « responsables de la hausse des prix » (les commerçants), loue les « efforts » de la population pour faire respecter l'interdiction (et faire la police par elle-même) et vante les

effets rapides sur l'approvisionnement des marchés et la diminution des prix des denrées. Il faut dire que les mesures de restriction et d'interdiction d'exportation des produits agricoles, ainsi que les mesures de fixation des prix, sont une vieille tradition de l'administration guinéenne — mesures souvent populaires en milieu urbain — même si les effets de ces mesures n'ont jamais entraîné d'amélioration durable, bien au contraire.

... Mais dramatique pour les producteurs. Le marché national étant incapable d'absorber la totalité de la production, l'interdiction des exportations

« PROTÉGÉE PAR LE BLOCAGE DES

IMPORTATIONS, LA BELLE DE GUINÉE

A REMPLACÉ LA POMME DE TERRE

D'IMPORTATION »

ne permet plus aux producteurs d'écouler leurs pommes de terre. Une baisse trop importante des prix ne leur permettra pas de couvrir leurs coûts de production et donc de s'approvisionner en intrants

pour la campagne suivante. De nombreux paysans seront obligés d'arrêter cette production. La voie est libre pour le retour des pommes de terre importées.

Doit-on dès lors annoncer la fin d'une expérience devenue emblématique dans la bataille que mènent les organisations de producteurs de la sous-région et certains États pour la souveraineté alimentaire ?

En privant les producteurs d'une partie de leur revenu, en provoquant des pertes de production et une baisse des prix sur le moyen terme, la mesure d'interdiction des exportations fragilise certaines filières agricoles et appauvrit le monde rural. À l'heure où nous écrivons (début avril 2007), il semble que cette situation a été comprise par le nouveau gouvernement guinéen, qui, en accord avec les mouvements sociaux, a déjà proposé des adaptations à cette mesure générale pour tenir compte des cas spécifiques et ne pas compromettre l'avenir de l'agriculture guinéenne. La levée de l'interdiction des exportations aurait été obtenue par les organisations de producteurs pour certains produits, comme la pomme de terre et le café. ■

En bref

La betterave veut remplacer la canne

Dans les zones tropicales, le sucre provient de la canne... à sucre, dans les zones tempérées de la betterave. Mais depuis plusieurs années, la betterave sucrière tropicale se fait une place au soleil dans les régions semi-arides comme l'Inde, l'Iran ou l'Égypte. Moins exigeante en eau, plus résistante au stress hydrique, résistant mieux aux sols salins, supportant les 40°, elle n'occupe le sol que pendant 6 mois contre 12 pour la canne. Le sucre c'est l'éthanol et donc la betterave tropicale un produit d'avenir, en tous cas pour les multinationales.

Les tomates sont cuites

Une augmentation de 20 % de la production de tomates a récemment entraîné la saturation du marché au Burkina Faso. Les pays d'écoulement comme le Ghana et le Togo devenant eux-mêmes autosuffisants, les producteurs n'arrivent même pas à vendre au rabais. La production a augmenté grâce à une politique volontariste de l'État, visant le développement de la petite irrigation pour la culture de contre saison. Une politique qui n'a pas pris en compte l'accompagnement nécessaire à la hausse de la production (commercialisation, structuration du marché, etc.). Une solution possible serait l'éventuelle réouverture d'une usine de conserves, solution qui vient de voir le jour au Ghana. www.syfia.info

Le pêcheur et l'albatros

Une étude sur une flottille de pêche à l'anchois, menée par l'IRD et l'Institut de la mer du Pérou montre que les stratégies spatiales des pêcheurs et des prédateurs naturels de l'anchois (phoques, albatros) se ressemblent. Une comparaison des modèles mathématiques de trajectoires de 809 navires à ceux des prédateurs montre que, malgré leur écart technologique, ils doivent faire face à la même incertitude. Ils veulent éviter, les uns et les autres, les déplacements infructueux et développent des techniques de recherches similaires. *Actualité scientifique n°263, mars 2007.*

Le Gret et le Cirad ont réalisé pour l'Union européenne une étude sur l'« Impact des mesures de soutien à l'exportation et de l'aide alimentaire sur la sécurité alimentaire ». L'étude analyse les effets de concurrence entre importation, aide et production locale sur la structure de consommation des plus vulnérables. À télécharger gratuitement : http://ec.europa/agriculture/eval/reports/food_security:index-fr.htm